

Recherches sociographiques



Claude MONTMARQUETTE(dir.), *Économie du Québec et choix politiques*

Jean-Claude Cloutier

Volume 22, numéro 1, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055921ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055921ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cloutier, J.-C. (1981). Compte rendu de [Claude MONTMARQUETTE(dir.), *Économie du Québec et choix politiques*]. *Recherches sociographiques*, 22(1), 135-137. <https://doi.org/10.7202/055921ar>

universitaires, de la nécessité de planifier et d'évaluer aussi bien que de collaborer avec les autres secteurs de recherche. On regrette cependant que toutes ces questions soient traitées de façon trop générale pour qu'on puisse dégager des lignes de conduite un peu précises. La question du financement de la recherche universitaire est aussi abordée de façon bien superficielle : on dit qu'elle devrait « faire l'objet d'une réflexion collective » et que « le temps est peut-être venu de définir avec plus de clarté les règles du jeu ». L'étude spécifique du cas du programme F.C.A.C., présentée en fin de chapitre, ne fait guère plus que de reposer, une fois encore, la question de la cohérence et de la pertinence des objectifs du programme.

Au chapitre 5, la nature de la recherche industrielle fait l'objet d'une longue entrée en matière qui se termine par la constatation que la recherche industrielle n'est pas orientée vers l'accroissement des connaissances, mais constitue plutôt un investissement destiné à accroître la productivité de l'entreprise. Vient ensuite un exposé des « faits et contraintes » relatifs à la recherche industrielle au Québec, où l'on insiste surtout sur l'aspect contraintes, pour en arriver à considérer, dans une troisième partie du chapitre, les stratégies d'intervention gouvernementale. On conclut, en fin de compte, qu'il est présentement impossible de formuler une politique d'ensemble de la recherche industrielle, et qu'on doit se contenter d'une approche pragmatique, qui consiste à tirer parti des expériences déjà tentées et à explorer prudemment quelques nouvelles pistes.

Un sixième et dernier chapitre du livre vert présente les mesures et dispositifs d'ensemble que le gouvernement entend mettre en œuvre pour développer et maintenir en santé la recherche scientifique québécoise. Le premier thème abordé à ce propos, celui des mécanismes centraux de coordination et de concertation, se rattache à la question plus générale de la complexité et de la lourdeur de l'appareil gouvernemental tout entier. Quelle que soit la formule adoptée, qu'on confie la responsabilité primordiale en matière de recherche au premier ministre, à un ministre d'État, au ministre de l'éducation, au ministre de l'industrie et du commerce, on peut se demander si une présence trop immédiate du gouvernement dans l'organisation du système de la recherche ne détruira pas nécessairement les éléments de souplesse essentiels à l'efficacité de ce système.

Comme deuxième type de mesures destinées à promouvoir le développement de la recherche scientifique, le gouvernement propose la mise en place de nouveaux lieux d'exécution par la création d'un certain nombre d'instituts publics de recherche. On ne peut qu'applaudir à cette idée, en souhaitant toutefois que sa mise en œuvre soit synchronisée avec une politique adéquate pour la formation du personnel requis. Dans l'immédiat, il apparaît toutefois plus urgent de penser à l'organisation de services à la recherche qui se fait déjà, plutôt qu'à l'établissement de nouveaux lieux d'exécution. Parmi ces services, ceux qui concernent l'information scientifique et technique sont essentiels, et les auteurs du livre vert ont bien raison d'insister sur la nécessité de développer et de compléter les réseaux déjà existants.

Ce sixième chapitre du livre vert se termine par quelques considérations sur la formation du personnel scientifique et technique. On souligne la nécessité de formuler une politique à cet égard, sans aller malheureusement jusqu'à poser les jalons d'une telle politique.

En dépit des critiques et des inquiétudes que sa lecture suscite, le livre vert reste un excellent document. Tout à fait remarquable quant à la qualité de son style et aux soins qu'on a apportés à sa présentation, il pose des problèmes dont la discussion ne saurait manquer d'être féconde pour l'avenir de la recherche au Québec.

Fernand BONENFANT

*Département de physique,
Université Laval.*

Claude MONTMARQUETTE (dir.), *Économie du Québec et choix politiques*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1979, 531p.

Cet ouvrage est constitué des textes révisés d'un colloque tenu en octobre 1978 sur le thème qui sert maintenant de titre au livre. La révision a, de toute évidence, permis un polissage et un

enrichissement qui font que les diverses communications n'ont pas souffert du passage à la forme imprimée.

Le travail d'édition laisse cependant beaucoup à désirer : de nombreuses erreurs et coquilles (v.g. « pécunières », p. 523), un texte qui renvoie à une bibliographie imaginaire (pp. 331-368), des pages placées dans le mauvais ordre (pp. 510-513), etc. De plus, la présentation du volume par le directeur aurait certes pu être allongée. Bien sûr, la diversité des sujets et la variété des points de vue exprimés ne permettraient guère une synthèse globale, mais il aurait sans doute été possible et utile de résumer l'essentiel de chacune des contributions. Il est difficile pour un lecteur pressé de dégager les principaux contenus de l'ouvrage. Les titres, par exemple, ne sont pas toujours très révélateurs, surtout quand on intitule « Les éléments d'une politique industrielle québécoise » un article qui parle en réalité des fondements de cette politique.

Le volume renferme les textes de vingt-trois communications présentées par différents économistes universitaires québécois dont les noms et les mérites — deux seulement ne sont pas docteurs — sont énumérés sur la jaquette. Ces universitaires s'adressent, selon les mots de Claude Montmarquette dans les pages de présentation, à ceux qu'intéressent les écrits « inspirés de postulats qui mettent l'accent, soit sur la rationalité des décisions plutôt que sur le despotisme de certains politiciens ou l'émotivité absolue des individus, soit sur la notion de coût d'option liée à toutes décisions dans la mesure où l'on doit nécessairement renoncer à quelque chose pour faire autre chose. » Ajoutons que les bibliographies sont généralement copieuses, que plusieurs textes sont agrémentés de tableaux ou d'annexes et que quelques auteurs y vont de leur modèle original. Bref, par le ton et la forme, ce livre a tous les attributs de la respectabilité.

Les différents textes sont regroupés en cinq grandes sections : le secteur public, l'emploi et les questions sociales, les richesses naturelles, le secteur industriel et commercial, la prospective et les réflexions épistémologiques.

Les deux premières sections sont d'emblée les plus riches et les plus intéressantes. Celle sur le secteur public comprend notamment des contributions très valables sur les questions monétaires par les professeurs Fortin (Bernard), Leroy et Rousseau. On sait que ceux-ci ont examiné ces questions dans le cadre des travaux du « groupe Bonin », mandaté par le gouvernement du Québec pour étudier différents aspects des rapports économiques entre le Québec et le Canada. Leurs communications constituent vraisemblablement un sous-produit de ces travaux. Elles ont le mérite d'une grande clarté.

La section sur les questions sociales comporte des articles touchant l'emploi, les salaires, les ressources humaines et les régimes de pension. Les textes ont un intérêt documentaire en plus de soulever à l'occasion certaines questions intéressantes : les rapports entre les régimes publics de pension et le taux optimal d'épargne collective (Asimakopulos), l'éducation comme bien public et les problèmes économiques et stratégiques qui s'y rattachent (Lemelin), les traits distinctifs du chômage québécois (Marion) et ses principaux facteurs explicatifs (Pierre Fortin).

Les autres sections sont moins bien réussies. « Les contraintes d'ordre économique d'un Québec éventuellement séparé » (Green) font une preuve courte et peu subtile de ce qu'il fallait démontrer. L'évaluation de « La politique commerciale tarifaire canadienne » (Corbo et Martens) est plutôt technique et il est difficile d'apprécier le réalisme des résultats obtenus. Les questions relatives aux richesses naturelles sont abordées de façon limitée et particulière même si certaines sont intéressantes : le rôle des sociétés d'État, le mandat d'Hydro-Québec, les approvisionnements pétroliers. On comprend mal que l'article sur « Le marché international et les éléments d'une politique québécoise des produits de base » (Nappi) passe sous silence la position québécoise à l'égard des dernières négociations commerciales multilatérales et l'approche sectorielle qu'y a défendue le Canada en matière de produits de base. Finalement, les éléments de prospective et de réflexions épistémologiques détonnent par rapport au reste du volume. Les voies ouvertes à la réflexion s'avancent sur le terrain de la sociologie, du management, de la science politique ou de la spéculation pure et simple. Elles ne semblent pas concerner de façon spéciale l'économiste. Par

ailleurs, est-il nécessaire de s'appuyer sur Herman Kahn pour nous apprendre que « dans le domaine du pétrole [...] les pays industrialisés vont passer à travers une période difficile d'ici l'an 2000 » (p. 503).

Dans l'ensemble, les communications présentées au colloque d'octobre 1978 étaient fortement imprégnées des préoccupations du moment. Même si le thème du colloque était en lui-même très général, la plupart des conférenciers se sont intéressés aux choix politiques liés au référendum québécois. De même, plusieurs font référence au niveau du salaire minimum québécois et s'inquiètent de ses effets sur l'emploi. Le contenu de plusieurs communications témoigne également de la vogue croissante des nouvelles approches méthodologiques, notamment celle du *Public Choice*, qui veut appliquer les outils de la science économique à une gamme plus étendue de décisions individuelles ou collectives.

L'ouvrage a vieilli. Le référendum québécois appartient à l'histoire et, d'ailleurs, il n'est pas certain que l'analyse économique fut pour beaucoup dans son résultat. Le salaire minimum n'est plus une question aussi controversée qu'au moment où les travaux du professeur Fortin étaient attaqués publiquement par le président de la C.S.N. La fiscalité des particuliers est toujours à un niveau très élevé au Québec mais des travaux du professeur Montmarquette, effectués pour le compte de l'Office de planification et de développement du Québec en 1979 et en 1980, lui ont enlevé le caractère dramatique qu'il signalait en 1978 (pp. 20s.). De même, le vœu du professeur Gaudry qui souhaitait des éclaircissements sur les effets de la Voie maritime du Saint-Laurent a été exaucé puisque deux études sur cette question ont été publiées. (Gennifer SUSSMAN, *The St. Lawrence Seaway*, Montréal, Institut de recherches C.D. Howe, 1978 ; Office de planification et de développement du Québec, *Rentabilité de la voie maritime du Saint-Laurent pour le Québec*, Québec, 1979.) Finalement, le gouvernement du Québec y est allé d'un énoncé global de politique économique (*Bâtir le Québec*, 1979) et de nombreuses politiques sectorielles dont certaines s'inscrivent dans la ligne des préoccupations de différents textes du colloque : contrôle et orientation des sociétés d'État, sécurité des approvisionnements énergétiques, utilisation de l'électricité à des fins de développement industriel.

Malgré son vieillissement et en dépit de certains défauts, cet ouvrage n'en conserve pas moins une valeur certaine. Par la variété des sujets traités et le ton de la présentation, ni théorique, ni simpliste, il constitue un ajout valable à la bibliographie existante sur l'économie québécoise. Signalons encore une fois que certains textes sont d'une très bonne qualité et que certains constituent même des apports méthodologiques originaux et prometteurs, qu'il s'agisse des rapports entre la nation et la sphère d'intervention gouvernementale (Dudley et Montmarquette) ou entre l'état, l'économie et la culture (Bronsard), ou encore des interventions non pécuniaires des gouvernements (Martin). Ces pages constituent la part de l'imagination et de l'intelligence.

Jean-Claude CLOUTIER

*Secrétariat au développement économique,
Gouvernement du Québec.*

Denis BEAUREGARD, *À qui appartient le Canada?*, Montréal, Stanké, 1978, 225p.

La forte poussée des investissements américains au Canada depuis le début du vingtième siècle et surtout depuis la Seconde Guerre mondiale a engendré des inquiétudes chez différents Canadiens au point de donner lieu à diverses études, commissions et rapports gouvernementaux. Le livre de Denis Beauregard s'inscrit dans ce courant de pensée nationaliste canadien et il contient une synthèse des appréhensions canadiennes au sujet de cette question, telles qu'exprimées depuis le début des années soixante-dix en particulier.